

en ce moment, la situation est toujours volatile et pourrait exploser encore une fois et mettre sérieusement en danger la paix, non seulement dans cette région, mais dans le monde entier.

Peu m'importe que les pourparlers aient lieu à Genève ou ailleurs, mais j'entends officiellement exhorter toutes les parties à reprendre leurs entretiens le plus tôt possible et veiller à ce que le Canada fasse tout en son pouvoir pour qu'ils se déroulent dans un climat susceptible d'engendrer une solution permanente. Aucun d'entre nous n'est assez naïf pour croire que la solution sera facile à trouver. Mais d'autre part, il faudra en faire notre deuil à moins que toutes les parties en cause manifestent le désir et la bonne volonté de se rencontrer pour faire face avec réalisme aux problèmes complexes inhérents à l'instauration de la paix en permanence.

La position du Canada face à l'Etat d'Israël est claire et non équivoque. Nous souscrivons à la résolution des Nations Unies qui accorde à Israël le droit de survivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, et nous n'avons nullement l'intention de modifier notre attitude. En outre, nous croyons que tout règlement au Moyen-Orient devrait respecter et la lettre et l'esprit de cette résolution. D'autre part, il va de soi que nous sommes également déterminés, comme chaque être humain doué de raison, à voir le peuple palestinien soulagé du terrible fardeau qu'il a dû porter pendant tant d'années. Rien que pour des motifs humanitaires, voilà sûrement un élément essentiel de toute solution future au Moyen-Orient. Mais je répète encore une fois qu'à mon avis, il ne suffit pas de déplorer la complexité du problème et d'affirmer qu'au mieux nous pouvons appliquer un cataplasme ici ou là. Ces centaines de milliers de personnes ont vu leurs droits reconnus par la communauté mondiale et le respect